

Monde d'«après» : rien de nouveau sous le soleil

Article rédigé par *Thierry Martin pour Liberté Politique*, le 11 septembre 2020



Source [Thierry Martin pour Liberté Politique] Cet article fait partie du dossier "*Y aura-t-il un monde d'après ?*" figurant dans le [dernier numéro de la revue Liberté politique](#).

Quels sont les enjeux idéologiques des batailles politiques qui vont s'engager d'ici à 2022 ? A la suite de l'épisode extraordinaire *stricto sensu* que nous venons de vivre, tous les acteurs politiques du système se précipitent pour proposer, en souvent bien pire, leurs recettes habituelles.

Ces forces étaient déjà à l'œuvre dans tout l'Occident. Elles sont juste enhardies par le succès de la peur engendrée par la Covid-19 qu'elles jaloussent. Le monde d'« après » ne sera qu'un prétexte pour des argumentaires dignes d'un *scary movie*. Une lutte politique impitoyable s'est engagée. La bataille d'Angleterre, avec le Brexit initié en 2016, a été une première victoire. Le coquelicot demeure décidément le symbole de la liberté, et une fois de plus l'Angleterre est en première ligne, suivi par l'Amérique face à une idéologie planétaire néolibérale qui en Allemagne s'appelle *ordoliberalismus*.

Les Anglais ont le coquelicot (*poppy*) comme nous avons le bleuet, mais la différence est que les Anglais mènent toujours activement la campagne du *Poppy Appeal* (appel aux dons lancé par la *Royal British Legion*, visant à soutenir les familles des soldats morts ou blessés au combat), parce que pour les Anglais, la guerre, et notamment celle de 1914-1918, n'est pas une absurdité (*nonsense*) au bénéfice des marchands d'armes comme le veut la vulgate marxiste en vigueur en France. La Grande guerre fut celle de la liberté face à l'organisation bureaucratique constructiviste allemande issue de Bismarck, et la Seconde, en ce sens, fut similaire.

Gauchisme, politique des minorités, Verts, et deuxième gauche ordo-libérale (Rocard, Strauss-Kahn, Macron) forment en France les mâchoires politiques d'un système qui tend à la « globalisation » en instrumentalisant d'une part la question raciale ou celle du genre, pour détruire la nation – c'est « la politique des identités », et d'autre part la question du climat, et aujourd'hui la question sanitaire, afin de justifier par la peur l'idée d'un « gouvernement supranational ». Cette idéologie protéiforme est celle des élites urbaines cosmopolites, qu'elles partagent avec les migrants des banlieues qui les servent, tandis que dans la France périphérique, les enracinés réfractaires aux taxes et aux réglementations tatillonnes fournissent les troupes des premiers Gilets jaunes.

Nous exposerons ici en quoi, d'une part la civilisation occidentale est toujours menacée par les vieilles recettes constructivistes remises au goût du jour d'« après », et d'autre part nous développerons ce que serait le prodrome français d'une véritable alternative nationale conservatrice et libérale, à l'image de ce qui se dessine en Angleterre et en Amérique.

Prolégomènes : « Globalisation » et « politique des identités », la nouvelle doxa du progressisme d'une rive à l'autre de l'Atlantique

L'hégémonie de la « politique des identités » s'est surtout développée après la chute du mur de Berlin en même temps que la « globalisation » qu'elle sert. La technologie (internet et smartphone) facilite le développement d'une kyrielle d'identités sans frontières qui tournent essentiellement autour du genre et de

la « race »^[1], idéologie polymorphe nécessaire à l'effacement des nations, condition de la « globalisation ». Ce concept de « globalisation » a, à notre sens, été mal traduit par « mondialisation » : les échanges internationaux, qui favorisent la prospérité générale et la paix, ne sont pas un problème, c'est la centralisation des décisions à l'échelle supranationale qui l'est. La globalisation est une logique d'Empire. Mais cet Empire est tout autant anti-américain ou anti-anglais, qu'il est anti-français. On parlera de *post-1989 world* pour évoquer un monde où les tenants de l'idéologie de 1968 sont au pouvoir, dans les rouages de l'État, ou pantouflent dans les grandes entreprises.

Ce *post-1989 world* a atteint son apogée sous la présidence de Barack Obama et durant la campagne de Hilary Clinton aux États-Unis. Trudeau au Canada en est l'illustration. L'immigrationniste Merkel et sa *große Koalition* sont à la manœuvre en Europe. Relayée sous la présidence Hollande, cette politique est poursuivie hardiment par son ancien secrétaire général adjoint à l'Élysée, Emmanuel Macron, pour qui l'Union politique européenne n'est qu'une étape de la globalisation générale.

Au-delà de cette nouvelle gauche qui a abandonné la question sociale pour une segmentation victimaire de sa nouvelle clientèle politique – la « précarité menstruelle » étant la dernière en date – ce néo-communautarisme subsume des soi-disant « victimes » qui renoncent, de fait, à cet idéal libéral qu'est l'émancipation individuelle dont le pendant était la citoyenneté nationale. *In fine* ce qui nous guette c'est la division. L'irréductible division qui ferait qu'on ne fasse plus nation, ce qui *ipso facto* entrainerait un réel problème de cohésion sociale.

La nation n'est pourtant pas un épiphénomène, elle est même consubstantielle à la civilisation européenne (et occidentale). « Aucun ordre politique ne peut atteindre la stabilité s'il ne peut faire appel à une loyauté partagée, à « une première personne plurielle » qui distingue ceux qui partagent les avantages et les charges de la citoyenneté de ceux qui sont en dehors du giron », nous disait le philosophe anglais Roger Scruton.^[2]

Malgré la contre-offensive menée par le peuple britannique et son leader, le conservateur Boris Johnson, qui a réussi à concrétiser le Brexit, malgré celle du peuple de l'Amérique profonde qui a élu le républicain Donald Trump, les adeptes de la globalisation n'ont pas baissé les bras, et la « politique des identités » continue de ravager nos démocraties occidentales.

Vote « noir », le Parti Démocrate se comporte en propriétaire comme au temps des planteurs du Sud^[3]

Rompant la trêve due à la crise sanitaire, des Démocrates soufflent sans vergogne sur les braises d'un drame – la mort d'un homme – et propagent les émeutes à travers les États-Unis et une partie de l'Occident. Ainsi, l'inénarrable maire de Chicago Lori Lightfoot, « victime intersectionnelle » par essence parce que femme, noire et lesbienne, lance au président Trump : « F*** You », à la suite des premières émeutes de Minneapolis – ville où est mort Monsieur Floyd, afro-américain et délinquant notoire, pendant son interpellation par des policiers limogés depuis.

Ces événements suffiront-ils à effacer les terribles révélations des arrière-pensées démocrates vis-à-vis de leurs affidés afro-américains ainsi que l'a révélé Joe Biden malgré lui ? Quand il lance à l'afro-américain Charlamagne tha God lors d'une interview le 22 mai sur une radio new-yorkaise : « Si vous avez un problème pour décider si vous êtes pour moi ou pour Trump, alors vous n'êtes pas noir », la vérité des arrière-pensées de la fameuse « politique des identités » est là, il s'agit de l'essentialisation des noirs. Le fait qu'il se soit excusé par la suite ne fait qu'entériner ce que ces paroles révélaient. Un « bon noir » vote démocrate, sous-entend Sleepy Joe. Pourtant 1,3 millions de Noirs américains ont déjà voté pour Trump en 2016.

Les quartiers noirs américains sont une fois de plus à feu et à sang avec l'aide d'activistes issus d'autres États, émeutiers professionnels et Antifa, ce qui est fondamentalement interdit par la loi fédérale. Pour couper court à la question raciale, l'intellectuel américain David Horowitz^[4], nous rappelle que « le procureur général de l'État du Minnesota est noir ; le chef de la police est noir ; le vice-président du conseil municipal est noir, la députée du district est noire. » « Une vue normale de cette affaire reconnaîtrait qu'il s'agit d'un incident isolé impliquant quatre mauvais flics qui, bien avant, auraient dû être retirés des forces de l'ordre par les politiciens démocrates qui contrôlent l'État du Minnesota^[5]. Pratiquement chaque représentant officiel du Minnesota qui a de l'influence sur la police de Minneapolis, et donc qui a décidé de

garder Derek Chauvin dans ses rangs malgré son dossier alarmant, est un démocrate : le gouverneur, le procureur général, la députée de Minneapolis et le maire. Le conseil municipal est composé de 12 démocrates et d'un membre du Parti vert. Le Parti démocrate est le "système" qui a protégé le mauvais flic et conduit à la mort de George Floyd. [...] Tout comme les démocrates ont protégé les mauvais flics, ils ont encouragé les émeutiers en alimentant le mythe du racisme systémique de l'Amérique, en ne fournissant pas une présence policière suffisante, quand le chaos a commencé, pour étouffer l'affaire dans l'œuf, et en attaquant Trump pour "glorification de la violence" quand il a averti les émeutiers que si les autorités locales ne parvenaient pas à protéger les citoyens respectueux de la loi, ils rencontreraient la force.»

La théorie de la domination et son étrange cortège d'identités victimaires

Ainsi une identité victimaire sans frontières vint se substituer aux valeurs du citoyen américain qui défendait la liberté et la propriété en défendant sa patrie, écrit l'universitaire américain Joshua Mitchell. [6] À la politique moderne d'émancipation de l'individu se substitue dans la gauche libérale américaine et notamment dans le Parti Démocrate une « politique des identités » qui réduit le champ social à un système de domination. Nous assistons rien de moins qu'à la disparition de la personne sur le plan idéologique, ce qui peut être interprété comme les prémices d'une dimension totalitaire au sens orwellien. C'est le libéralisme politique qui est menacé. L'altérité radicale de ces identités interdit tout dialogue d'égal à égal dans la mesure où la politique est réduite à une lutte pour la reconnaissance entre des groupes. La théorie de la domination égraine un étrange cortège d'affligés - et qui se revendiquent comme tels - mais avec des mots choisis. Nous passerons sur toutes les querelles de vocabulaire qui, en France, vont jusqu'à criminaliser l'usage d'anciens vocables et sur l'écriture soi-disant « inclusive » qui va avec, sachant que ces identités victimaires peuvent se cumuler et donner lieu à une identité victimaire « intersectionnelle » comme celle de Lori Lightfoot, femme, noire et lesbienne, nouveau maire de Chicago que nous mentionnions plus haut. Belle réussite pour une triple victime. Plus récemment, on a évoqué le « misogynoir » (cela ne s'invente pas), pour décrire la condition de victime de Meghan Markle, une double victimation (ancienne actrice de télévision n'étant pas encore un statut de victime) qui l'aurait amenée à quitter l'Angleterre et les bijoux de la couronne pour l'Amérique du Nord, avec Harry son prince de mari.

Toutes les combinaisons sont possibles entre LGBTQI+, les ethnies ou les religions hormis les chrétiens (les musulmans islamistes revendiquent leur part victimaire en parlant d'islamophobie, mais certains ont aussi un projet globaliste concurrentiel : la *charia* et la *oumma*, projet totalitaire et supranational). L'exemple de l'affaire Mila oppose une identité victimaire lesbienne à une identité victimaire musulmane qui crie non plus à l'islamophobie mais au blasphème, ce qui entraîne une totale asymétrie des menaces physiques encourues, comme on le sait malheureusement depuis le massacre des journalistes et dessinateurs de *Charlie Hebdo*, ce que les globalistes font souvent mine d'ignorer tant ils s'empressent d'un côté de les ajouter à la liste des victimes « ayant droit à » parmi les « identités » solubles dans le marché, et de l'autre de les identifier au droit à la différence d'une communauté comme une autre soluble dans le relativisme culturel.

Avec l'affaire Mila, nous sommes au cœur d'un conflit entre deux identités victimaires, une lutte schmittienne totale sans perspective de débat public apaisé. L'éthique de la discussion qui permet de s'entendre sur le bien commun, abstraction faite des caractéristiques de chacun, ne peut plus opérer. Dans l'échelle des victimations il existe une stricte mais absconse hiérarchie qui a fait qu'elle a été rejetée et qu'elle n'a eu le secours que du seul camp honni, celui des mâles hétérosexuels blancs qui dans le plus pur esprit chevaleresque ont pris la défense de cette Mila, ne voyant en elle qu'une jeune fille menacée.

Ainsi nous découvrons peu à peu le vrai visage de cette idéologie globaliste, ouverte, progressiste, cool, mais partielle, intraitable, avec ceux - les « *deplorables* » (minables) - qui transgressent le nouveau code politiquement correct. "*Basket of deplorables*" (un ramassis de minables) est l'expression qu'a eue Hillary Clinton lors d'un meeting à l'égard des supporters de son opposant issu des primaires des Républicains, Donald Trump. [7] Parce qu'il reste une identité honnie, celle des identitaires, des patriotes, des nationalistes, qui était pourtant au fondement des valeurs de la gauche et de notre République, sœur de la République américaine, que l'on voudrait aujourd'hui sans nation, sans *Boston tea party*, sans bataille de Valmy.

Mais ce n'est pas tout, l'assignation à son « identité » aux sens des seules « identités » autorisée par la bien-pensance, va jusqu'à combattre « l'appropriation culturelle » ; j'ai eu du mal à croire que cette photo en noir & blanc de moi enfant, en chef indien - mes deux petits frères en cowboy, le troisième n'étant pas encore arrivé -, serait devenu preuve de ma culpabilité. Ainsi, les « carnavaleux » qui se griment en noir

africain pour la « nuit des noirs » au Kursaal de Dunkerque selon la tradition, tout comme d'autres en femme ou en drag-queen, l'ont appris à leurs dépens : le « *blackface* » est une insulte selon le collectif Brigade Anti Négrophobie ou le CRAN, et les dockers blancs doivent rester des « faces de craie » pendant le carnaval.

Comme si cela ne suffisait pas, on assiste désormais à une criminalisation des œuvres d'art et de la littérature tant contemporaines que passées. « Jadis, c'était plutôt l'État et l'Église qui exerçaient une censure. » Désormais « elle vient de fractions de la société civile qui se sentent offensées par des œuvres d'art et de l'esprit », nous dit Thomas Schlessier, historien de l'art.^[8] Une intimidation se met en place et crée une auto-censure parmi les décideurs.

De leur côté, les étudiants en sciences humaines ou les jeunes artistes gagnés par l'idéologie féministe ou décolonialiste sont toujours prompts à la diffamation des auteurs ou à la dénonciation anachronique des œuvres du passé, alors qu'on pourrait attendre d'eux tolérance, nuance et écoute.

[1] Le terme de « race » sera régulièrement utilisé ici dans la mesure où il est courant aux États-Unis, et revient en France par la gauche raciale, indigéniste et décolonialiste.

[2] Thierry Martin,
<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/hommage-a-roger-scruton-un-conservateur-qui-a-deconstruit-la-gauche-2016-08-29>

[3] « Les ancêtres des démocrates faisaient partie de l'élite des planteurs sudistes, des gens dont le mode de vie, la fortune reposaient entièrement sur le système esclavagiste », décrit Nicole Bacharan, historienne.
<https://www.franceculture.fr/histoire/a-lorigine-du-parti-democrate-un-parti-esclavagiste>

[4] David Horowitz, traduction de Thierry Martin,
<https://www.dreuz.info/2020/06/10/ce-nest-pas-une-question-raciale/comment-page-1/>

[5] Aux États-Unis, la police locale est complètement contrôlée par les autorités politiques [NdT.]

[6] [Joshua Mitchell](#), *After Globalism and Identity Politics*, August 29, 2016 in providencemag.com

[7] Meeting du 9 septembre 2016.

[8] Directeur de la fondation Hartung-Bergman d'Antibes. In *Le 1*, Hebdo n°286, « Les opérations d'intimidation font office de censure »

Retrouvez l'intégralité de l'article de Thierry Martin dans le dernier numéro de la revue Liberté Politique [en cliquant ici](#)

-